

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 26 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 20 mars 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, Mme QUERAL, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GEDON à M. ELIAS, Mme LANDAIS à M. BAILLARGEAT, Mme BERTHIOT à Mme BAUDERE, M. BODIN à Mme QUERAL, Mme HOLGADO à M. CARREAU, M. GABARD à M. RIMARK

Etaient excusés:

Mme LUCKHAUS, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

4 – TABLEAU DES EFFECTIFS - SUPPRESSION ET CREATION DE POSTE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Conformément aux articles 34 et 97 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la réorganisation du service de la bibliothèque et l'avis favorable du Comité Technique.

Il est demandé au Conseil Municipal de supprimer le poste d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe à temps non complet à raison de 21,5/35^{ième} et de créer un poste d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe à temps complet à compter du 1^{er} avril 2019.

Les crédits seront prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 18 mars 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 01/04/19

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20190326-58394-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

